

LIBÉRIA

Amnesty International demande la remise en liberté d'un militant des droits humains au moment où s'ouvre son procès

Index AI : AFR 34/002/2003

Aloysius Toe devrait être remis en liberté immédiatement et sans condition, a déclaré Amnesty International, ce vendredi 14 février, avant que ne s'ouvre le procès pour trahison de ce militant, à partir d'une accusation forgée de toutes pièces.

« *Aloysius Toe n'a rien fait d'autre que de travailler en toute légitimité à la défense des droits humains fondamentaux au Libéria. Il ne devrait pas être en prison et ne devrait pas comparaître devant un tribunal* », a déclaré l'organisation.

Aloysius Toe est un membre actif du Centre national des droits humains, il est secrétaire général de la Coalition libérienne des défenseurs des droits humains et directeur exécutif du Mouvement pour la Défense des droits humains. Son procès doit s'ouvrir le 14 février au matin, dans la capitale Monrovia.

Son arrestation et son inculpation remontent au 4 novembre 2002, il avait été arrêté après presque une semaine de clandestinité. Sa femme avait été arrêtée et brièvement détenue une semaine auparavant suite à une descente de police à leur domicile ; trois autres militants des droits humains avaient été arrêtés et détenus plusieurs jours avant d'être remis en liberté sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre eux.

L'inculpation de trahison à l'encontre d'Aloysius Toe serait basée sur un document de l'opposition armée *Liberians United for Reconciliation and Democracy* (LURD, Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) que la police aurait trouvé à son domicile. Ce document, qu'il dit avoir reçu par courrier électronique, est une prise de position publique du LURD, largement diffusée, y compris sur internet et envoyée à de nombreuses personnes au Libéria et à l'étranger. Aucune autre preuve du délit de trahison n'a été apportée.

« *L'accusation contre Aloysius Toe ne repose sur rien*, a déclaré Amnesty International. *Les autorités libériennes doivent le remettre en liberté et cesser leurs attaques répétées et illégales à l'encontre des militants des droits humains au Libéria.* »

Complément d'information

Aloysius Toe a été arrêté et inculpé après que la Coalition libérienne des défenseurs des droits humains, qui regroupe quelque vingt organisations de défense des droits humains, a lancé une campagne d'une semaine, en octobre de l'année dernière, pour demander la remise en liberté d'Hassan Bility, de Sheikh Sackor et d'autres militants des droits humains.

Hassan Bility, journaliste à *The Analyst*, a été détenu au secret sans avoir été jugé ni même inculpé après avoir été arrêté le 24 juin. Il a finalement été remis à des responsables de l'ambassade des États-Unis le 7 décembre 2002 où un billet d'avion lui a été fourni pour quitter le pays. Actuellement aux États-Unis, il a raconté la terrible épreuve de sa détention. Il a été sauvagement torturé et détenu dans des conditions effroyables. Sheikh Sackor, directeur exécutif de *Humanist Watch*, est détenu au secret depuis le 25 juillet 2002.

Le gouvernement, qui accusait les deux hommes d'être membres du LURD, avait initialement déclaré qu'ils seraient jugés par un tribunal militaire. Cependant aucune charge n'a été portée contre eux, on ne leur a pas permis de voir un avocat et ils ne sont passés devant aucun tribunal, malgré plusieurs ordonnances d'*habeas corpus* (acte ayant pour objet de faire comparaître un inculpé devant le tribunal) en leur faveur. Bien que le gouvernement ait annoncé le 28 octobre que Hassan Bility et Sheikh Sackor allaient être remis en liberté - mais sous certaines conditions qu'ils devaient accepter - ils ont été maintenus en détention. Ces conditions n'ont pas été rendues publiques mais les détenus ont été avertis qu'ils risquaient d'être à nouveau arrêtés s'ils ne les respectaient pas.

Au moment de la remise en liberté d'Hassan Bility, le gouvernement libérien aurait déclaré qu'il était prêt à remettre d'autres détenus aux autorités américaines. Amnesty International pense que la remise en liberté de militants des droits humains encore détenus, parmi lesquels Aloysius Toe et Sheikh Sackor, devrait être immédiate et sans condition ; elle ne devrait pas dépendre de l'intervention d'autres pays ou de l'évacuation de ces militants vers l'étranger. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web www.amnesty.org